

Questions orales

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, mon collègue dit certaines inexactitudes.

La commission royale peut accomplir beaucoup de choses. Lorsque mon collègue verra le nom et les compétences professionnelles des membres de la commission royale, il sera impressionné. Je sais que les transports constituent un problème particulièrement important pour sa région de Miramichi et pour le Nouveau-Brunswick.

Je peux lui donner l'assurance que nous travaillerons tous en étroite collaboration pour que ce lien historique qui unit le Canada soit renforcé et amélioré en fonction des nouveaux besoins de transport jusqu'au siècle prochain.

Comme mon collègue vient du Nouveau-Brunswick, je vais lui citer les propos que M. Pépin a tenus ce matin: «Mais dire, comme le premier ministre du Nouveau-Brunswick, que nous avons besoin de VIA pour maintenir l'unité canadienne c'est donner dans le romantisme. Cela tient du rêve. Il y a d'autres moyens de préserver l'unité du pays».

Un de ces moyens, c'est d'avoir une économie concurrentielle qui accroîtra la productivité et assurera la prospérité de tous les Canadiens. C'est ce que nous essayons de faire.

M. George Proud (Hillsborough): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Transports. Hier, l'Île-du-Prince-Édouard a perdu sa dernière liaison ferroviaire, la ligne reliant Charlottetown à Moncton. Vingt-huit mille voyageurs ont utilisé ce service l'année dernière, ce qui représente une augmentation de plus de 25 p. 100 par rapport à l'année précédente.

L'Île-du-Prince-Édouard est maintenant complètement coupée du reste du Canada. Les habitants de l'île et les touristes ne peuvent pas acheter de billet de VIA Rail, que ce soit pour se rendre dans cette province ou pour en revenir. Cela va nuire considérablement au tourisme. Ne nous considère-t-on plus comme des Canadiens? Le ministre va-t-il rendre ce service ferroviaire à l'Île-du-Prince-Édouard?

L'hon. Benoît Bouchard (ministre des Transports): Monsieur le Président, nous avons pris cette décision en tenant compte du réseau national. Mon collègue sait très bien que nous étudions actuellement différentes options visant à relier l'Île-du-Prince-Édouard au continent.

Il sait très bien également qu'en ce qui concerne le système actuel de transport entre l'Île-du-Prince-Édouard et le continent nous avons un très bon réseau de traversiers. L'Île-du-Prince-Édouard n'a pas lieu de se sentir abandonnée à cause de la décision d'hier.

* * *

LES PROPOS DU PRÉSIDENT DU COMITÉ DES FINANCES

Le très hon. John N. Turner (chef de l'opposition): Monsieur le Président, le premier ministre sait que lui et moi nous pouvons faire des commentaires humoristiques à l'occasion ou échanger des traits quand c'est approprié et à propos. Toutefois, je ne pense pas que les députés— de ce côté-ci de la Chambre, du moins— acceptent sa réponse à la question de notre collègue de Kamloops.

Le député de Mississauga-Sud, président du comité des finances de la Chambre, représente les Communes partout au Canada, à Vancouver et en Alberta.

M. Clark (Yellowhead): Avez-vous lu sa déclaration?

M. Turner (Vancouver Quadra): J'ai lu la transcription de sa déclaration.

M. Clark (Yellowhead): Avez-vous lu toute la déclaration?

M. Turner (Vancouver Quadra): J'ai lu la transcription de sa déclaration. Au cours des deux dernières semaines, alors qu'il parlait de l'itinéraire de son comité, il a dit aux gens de Terre-Neuve qu'il est inutile de dépenser des fonds publics pour aller à Terre-Neuve et écouter ce que les gens ont à dire. Il vient de dire aux Albertains qu'ils sont ignorants, qu'ils ont besoin d'une cinquième année de scolarité et que leurs témoignages ne méritent pas d'être entendus.

Peu importe ce que le premier ministre pense des problèmes que lui cause le député de Mississauga-Sud, en refusant de désavouer son collègue il approuve ses déclarations. Je lui demande de dissiper toute équivoque ici à la Chambre des communes.

Des voix: Bravo!

M. Mulroney: Monsieur le Président, c'est tout à fait inappropriée de la part de mon très honorable ami de dire que j'approuve les propos d'un député.

M. Fulton: C'est exactement ce que vous avez fait.